

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1956-1957.

SÉANCE DU 27 MARS 1957.

Rapport de la Commission des Finances chargée d'examiner le projet de loi contenant le budget des Recettes et des Dépenses pour l'exercice 1957.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1956-1957.

VERGADERING VAN 27 MAART 1957.

Verlag van de Commissie van Financiën, belast met het onderzoek van het wetsontwerp houdende de begroting van Ontvangsten en Uitgaven voor Orde voor het dienstjaar 1957.

Présents : MM. Pierre DE SMET, président; Ernest ADAM, BREYNE, DE MAERE, HARMEGNIES, JANSSEN, LACROIX, LEEMANS, LIGOT, MOLTER, PARMENTIER, VAN HOUTTE, VREVEN, WIARD et DOUTREPONT, rapporteur.

MESDAMES, MESSIEURS,

Le mode de présentation du budget pour l'Ordre pour 1957 est resté le même que celui adopté pour 1955 et pour 1956. La réforme de 1955 avait eu pour but de « classer les postes de ce budget suivant leur nature et de mettre ainsi en lumière les rapports qu'il y a entre ce budget et les budgets ordinaire et extraordinaire ».

Jusqu'en 1954 la classification des postes du budget pour l'Ordre reposait, en effet, sur les modalités suivant lesquelles il était disposé des fonds : il y avait 1^o les fonds déposés au Trésor et dont il était disposé à l'intervention du Ministre des Finances; 2^o les fonds déposés au Trésor et dont le remboursement avait lieu directement par les comptables des administrations qui en avaient opéré la recette; 3^o les dépenses sur ressources spéciales soumises au visa de la Cour des Comptes. Cette classification a donc été modifiée par la réforme de 1955.

Cependant, dès à présent il est reconnu que de nouvelles modifications sont souhaitables dans le cadre des réformes déjà apportées au budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires et dans le souci d'une discrimination systématique et plus poussée encore entre les opérations qui se rapportent

R. A 5320.

Voir :

Document du Sénat :

5-XXIII (Session de 1956-1957) : Projet de loi transmis par la Chambre des Représentants.

MEVROUWEN, MIJNE HEREN,

De inkleding van de begroting voor Orde voor 1957 is dezelfde als voor de dienstjaren 1955 en 1956. De hervorming van 1955 beoogde « de rangschikking van de posten van de begroting voor Orde naar hun aard, om aldus het verband te laten uitschijnen tussen deze begroting en de gewone en buitengewone begrotingen ».

Tot in 1954 berustte de rangschikking van de posten van de begroting voor Orde op de modaliteiten volgens welke over de gelden beschikt kon worden. Er waren toen : 1^o de gelden in de Schatkist gedeponeed en waarover beschikt werd door tussenkomst van de Minister van Financiën ; 2^o de in de Schatkist gedeponeede gelden, waarvan de terugbetaling rechtstreeks geschiedde door de rekenplichtigen der besturen die dezelfde ontvangen hadden ; 3^o de uitgaven op bijzondere middelen aan het visum van het Rekenhof onderworpen. Die rangschikking werd dus gewijzigd door de hervorming van 1955.

Er wordt evenwel reeds erkend dat er nog andere verbeteringen gewenst zijn, in het kader van de in de begroting van Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven aangebrachte wijzigingen en met het oog op een systematisch en scherper onderscheid tussen de verrichtingen welke betrekking hebben op de

R. A 5320.

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

5-XXIII (Zitting 1956-1957) : Wetsontwerp overgemaakt door de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

au fonctionnement des services de l'Etat, et plus particulièrement de la Trésorerie, et celles qui sont effectuées pour compte de tiers.

Le Gouvernement a la préoccupation de faire apparaître distinctivement les fonds de tiers (notamment les opérations de l'Office des Chèques postaux) et de supprimer certains fonds pour l'Ordre en les intégrant de nouveau au budget général de l'Etat. De nombreux fonds ont été inscrits au budget pour l'Ordre uniquement pour en faire échapper les opérations à certaines règles de la comptabilité publique comme l'annalité ou le visa préalable de la Cour des Comptes et pour les faire bénéficier de la souplesse de gestion que procure la fiction de la personnalité civile. Les nouvelles dispositions du budget extraordinaire et, entre autres, la ventilation des crédits de ce budget en crédits d'engagement et crédits de paiement et le nouveau régime des reports permettront de revenir à l'expédient de leur incorporation au budget pour l'Ordre.

Le principe de ces réformes mérite l'approbation du Sénat.

Nous faisons suivre ici certaines questions que l'examen du projet du budget a suggérées ainsi que les réponses données par M. le Ministre des Finances.

La réforme du budget pour l'Ordre.

QUESTION.

Où en est la réforme du budget pour l'Ordre et, corrélativement, la suppression des trop nombreux fonds qui y figurent ?

RÉPONSE.

On trouvera aux pp. 18 et 19 de l'Exposé général du budget de 1955, une note donnant à la fois l'historique du budget pour l'Ordre et les réformes déjà introduites.

En ce qui concerne les nouvelles améliorations qu'il serait souhaitable d'y apporter, le Gouvernement, conscient des défauts de ce document, envisage une présentation qui fera apparaître distinctement :

1. les fonds de tiers (par exemple opérations des C.C.P.);

2. les mouvements de Trésorerie qui ne trouvant pas leur représentation dans un autre document (exemple : opérations internes de recettes, certificats de Trésorerie);

3. la nature distincte des ressources des fonds : crédits budgétaires, emprunts, ressources spéciales étrangères au Trésor.

Enfin, les inscriptions relatives à des opérations dont le passage par un compte pour l'Ordre n'est

werking van de Staatsdiensten, inzonderheid van de Schatkist, en die voor rekening van derden.

De Regering wil duidelijker de fondsen van derden doen uitkomen (met name de verrichtingen van de Postcheckdienst) en bepaalde fondsen voor Orde afschaffen door die opnieuw in de algemene rijksbegroting op te nemen. Talrijke fondsen werden op de begroting voor Orde ingeschreven uitsluitend met de bedoeling die verrichtingen aan sommige regels van de Rijkscomptabiliteit, zoals de eenjarigheid of het voorafgaand visum van het Rekenhof, te onttrekken en het beheer te vergemakkelijken met behulp van de fictie van de rechtspersoonlijkheid. Dank zij de nieuwe schikkingen inzake de buitengewone begroting en o.m. de verdeling van de begrotingskredieten in vastleggingskredieten en betalingskredieten en de nieuwe regeling inzake transporten kan van hun opneming in de begroting voor Orde worden afgezien.

Het beginsel van die hervormingen verdient de goedkeuring van de Senaat.

Hier volgen nu enkele vragen die gesteld werden bij de behandeling van het begrotingsontwerp, evenals de antwoorden van de Minister van Financiën.

De hervorming van de begroting voor Orde.

VRAAG.

Hoever staat het met de hervorming van de begroting voor Orde en, als gevolg daarvan, de schrapping van de te veelvuldige fondsen die er in voorkomen ?

ANTWOORD.

Op blz. 18 en 19 van de Algemene Toelichting voor 1955 vindt men een nota waarin een historisch overzicht en de reeds doorgevoerde hervormingen vermeld zijn.

Wat betreft de gewenste nieuwe verbeteringen, is de Regering, bewust van de tekortkomingen in de begroting voor Orde, van zins er een nieuwe voorstelling aan te geven, waarin afzonderlijk zullen voorkomen :

1. de derdenfondsen (vb. : verrichtingen van het Bestuur der Postchecks);

2. de Thesauriebewerkingen die in geen ander document voorkomen (vb. : interne ontvangstverrichtingen, schatkistcertificaten);

3. de aard van de geldmiddelen tot stijving der fondsen : begrotingskredieten, leningen, speciale aan de Schatkist vreemde gelden.

Tenslotte zullen de inschrijvingen betreffende verrichtingen die niet noodzakelijk langs een

pas indispensable, seraient intégrées au budget général. Les nouvelles dispositions relatives au budget extraordinaire sont d'ailleurs de nature à faciliter dans une large mesure un tel regroupement.

Il ne faut pas se cacher qu'il s'agit d'un travail d'envergure et qu'il n'est pas souhaitable de réaliser cette réforme par étapes successives.

D'autre part, tous les fonctionnaires compétents en matière de budget et de comptabilité publique sont enrôlés dans le réseau des commissions, sous-commissions, groupes et sous-groupes chargés de mettre au point les différents aspects de la réforme de la comptabilité publique.

Le Gouvernement ne peut dans ces conditions s'engager à déposer pour 1958 un budget pour Ordre dont la présentation diffère sensiblement de celle du budget pour 1957. Il s'engage toutefois à accélérer au maximum l'étude de la réforme envisagée et informera le Parlement sur l'état de la question par la voie de l'Exposé général.

Caisses des prêts du Service Social.

QUESTION.

En 1955 et en 1956 il a été signalé que ces fonds devraient être classés au titre II et non au titre III du budget. Le Ministre des Finances a répondu que la justification de ce classement se trouvait dans le fait « qu'une fois que ces caisses ont été dotées d'un fonds de roulement imputé au budget, elles sont pour le reste régulièrement alimentées par les remboursements effectués per les agents auxquels les prêts ont été consentis ».

Cette raison n'est pas convaincante. Le fonds de roulement ainsi constitué appartient au Trésor public et non aux bénéficiaires des prêts ; ce sont des fonds qui ont le budget pour origine et qui devraient en cas de liquidation être reversés pour le compte du budget des voies et moyens.

La question peut avoir une importance en cas d'établissement d'un bilan de l'Etat; elle devrait donc être réexaminée.

RÉPONSE.

En séance de la Chambre des Représentants du mardi 12 mars 1957, lors de la discussion du budget des Recettes et des Dépenses pour Ordre (compte rendu analytique du 12 mars 1957, page 377), le Ministre des Finances a fait part que des instructions ont été données pour qu'il soit procédé à la revision de la présentation de ce budget.

A cette occasion, le classement de la rubrique « Fonds spécial de prêts aux agents du Ministère des Finances » sera revu à la lumière de la remarque faisant l'objet de la question ci-dessus.

rekening voor orde dienen te gebeuren, in de algemene begroting opgenomen worden. De nieuwe schikkingen inzake buitengewone begroting zullen trouwens bedoelde hergroepering grotendeels vergemakkelijken.

Men moet zich niet ontveinzen dat het hier gaat om een omvangrijk werk en dat het niet wenselijk is deze hervorming trapsgewijs door te voeren.

Anderzijds zijn alle bevoegde ambtenaren op het stuk van begroting en rijkscomptabiliteit ondergebracht in een reeks van commissies, sub-commissies, groepen en afdelingen belast met het onderzoek van de verschillende aspecten van de hervorming van de staatscomptabiliteit.

Dientengevolge kan de Regering er zich niet toe verbinden de voorstelling van de begroting voor orde van 1958 grondig te wijzigen ten opzichte van 1957. Zij belooft nochtans de studie van de vooropgezette hervorming te bespoedigen en het Parlement te informeren ter gelegenheid van het indienen van de Algemene Toelichting.

Leenkassen van de Sociale Dienst.

VRAAG.

In 1955 en 1956 werd er op gewezen dat deze gelden onder titel II en niet onder titel III van de begroting moeten voorkomen. De Minister van Financiën heeft geantwoord dat die verrichtingen hier opgenomen zijn omdat « voornoemde kassen, eens dat zij werden begiftigd met een op de begroting aangerekend bedrijfsfonds, voor het overige regelmatig gestijfd worden door de terugbetalingen gedaan door de personeelsleden aan wie leningen werden toegestaan ».

Dit antwoord is niet overtuigend. Het aldus aangelegde bedrijfsfonds behoort toe aan de Schatkist en niet aan de verkrijgers van de leningen ; het betreft gelden die uit de begroting zijn geput en die, in geval van vereffening, op de Rijksmiddelenbegroting teruggestort zouden moeten worden.

Zulks kan van belang zijn bij het opmaken van een balans van de Staat; de kwestie zou dus opnieuw onderzocht moeten worden.

ANTWOORD.

Tijdens de zitting van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, van 12 Maart 1957, ter gelegenheid van de bespreking der begroting van Ontvangsten en Uitgaven voor Orde (Beknopt verslag van 12 Maart 1957, blz. 377), heeft de Minister van Financiën medegedeeld dat onderrichtingen gegeven werden ten einde de presentatie van deze begroting te wijzigen.

Te dier gelegenheid zal de rangschikking van de rubriek « Speciaal Fonds voor leningen aan de agenten van het Ministerie van Financiën » herzien worden in 't licht der opmerkingen die in bovenstaande vraag voorkomen.

**Fonds d'amortissement
de la Dette publique.**

QUESTION.

Nul n'ignore que les chiffres inscrits au budget ne sont qu'approximatifs; mais le Gouvernement prend cependant la précaution de déclarer qu'« on vise à rapprocher leur montant autant que possible du mouvement probable en recettes et en dépenses des divers services qu'ils concernent ».

Dès lors, on est étonné de constater que pour le compte 733 le solde final au 31 décembre 1956 était de 40 millions de francs alors que le solde repris au 1^{er} janvier 1957 s'élève à 1.080.000.000 de francs. De quoi provient une si forte différence ?

On constate d'ailleurs que c'est le cas pour un certain nombre d'autres comptes.

RÉPONSE.

Le budget de l'exercice 1956 a été établi avant la suppression du Fonds d'amortissement de la Dette publique fixée au 1^{er} janvier 1956 par l'arrêté royal du 9 novembre 1955.

Les prévisions faites à l'article 733 du budget pour l'Ordre de l'exercice 1956 n'ont pas tenu compte de cette suppression et le solde de 40 millions de francs représentait uniquement l'estimation du montant des coupons restant à payer au 31 décembre 1956.

Pour l'élaboration du budget de 1957, le solde d'entrée au 1^{er} janvier 1957 a été établi en tenant compte de ce que les dotations d'amortissement étaient gérées par le nouvel organisme, la Caisse d'amortissement; de ce fait, le solde représentait non seulement les coupons restant à payer, mais également le montant des dotations d'amortissement non encore affectées à des rachats ou au remboursement d'obligations désignées pour l'amortissement par tirages au sort.

**Justification du recours au budget
pour l'Ordre pour certaines dépenses.**

QUESTION.

Quelles sont les raisons qui justifient le recours au budget pour l'Ordre pour les dépenses prévues aux articles 903-5, 7, 8, 9 et 904-4 et 5, alors que pour les assignations émises par les autres services de l'Etat, dont le paiement n'a pu être effectué par l'Office des Chèques postaux, pareille procédure n'est pas adoptée ?

RÉPONSE.

ART. 903-5 : *Subventions-traitements à l'enseignement primaire.*

En 1951, en présence du grand nombre d'assignations qui, pour diverses raisons, ne pouvaient être payées aux instituteurs, le Département des

**Fonds tot delging
der Staatsschuld.**

VRAAG.

Het is bekend dat de begrotingscijfers slechts bij benadering juist zijn; voorts is de Regering zo voorzichtig te verklaren dat, « in de mate van het mogelijke, getracht werd dezelve overeen te doen komen met de vermoedelijke loop van de ontvangsten en uitgaven van de desbetreffende diverse diensten. »

Derhalve is men verwonderd dat, voor rekening 733, het eindsaldo per 31 December 1946 40 miljoen frank bedroeg, terwijl het saldo overgenomen op 1 Januari 1957 1.080.000.000 frank beloopt. Hoe komt men tot zulk een groot verschil ?

Dit is trouwens ook het geval voor een aantal andere rekeningen.

ANTWOORD.

De begroting voor het dienstjaar 1956 werd opgemaakt vóór de opheffing van het Fonds tot delging der Staatsschuld, vastgesteld op 1 Januari 1956 bij koninklijk besluit van 9 November 1955.

De ramingen die voorkomen in artikel 733 van de begroting voor l'Ordre voor het dienstjaar 1956 hielden rekening met deze opheffing en het saldo van 40 miljoen frank vertegenwoordigde alleen de schatting van het bedrag der nog te betalen coupons op 31 December 1956.

Bij de voorbereiding van de begroting voor 1957 werd het beginsaldo op 1 Januari 1957 opgemaakt er rekening mede houdend dat de delgingsdotaties beheerd werden door het nieuw organisme, de Amortisatiekas; zodoende vertegenwoordigde het saldo niet alleen de nog te betalen coupons, maar eveneens het bedrag der delgingsdotaties nog niet bestemd voor terugkopen of terugbetaling van voor de amortisatie bij loting aangeduide obligaties.

**Verantwoording van de aanrekening
op de begroting voor l'Ordre
van sommige uitgaven.**

VRAAG.

Hoe is het te verantwoorden dat de uitgaven bedoeld onder de artikel 903-5, 7, 8, 9 en 904-4 en 5, op de begroting voor l'Ordre worden aangerekend, terwijl zulks niet het geval is voor door andere Rijksdiensten uitgegeven assignaties waarvan de Postcheckdienst de betaling niet heeft kunnen verrichten ?

ANTWOORD.

ART. 903-5 : *Weddetoelagen van het lager onderwijs.*

Wegens het groot aantal assignaties die om allereerste redenen niet konden uitbetaald worden aan de onderwijzers heeft het Departement van Finan-

Finances a proposé d'inscrire au budget pour Ordre un article destiné à recevoir en *recette*, le montant des assignations dont question ci-dessus, et, en *dépense*, la remise en liquidation des subsides-traitements.

Cette procédure a pour effet de dégager le comptable des fonds en souffrance qui était surchargé par le nombre toujours croissant des assignations en souffrance.

ART. 903-7, 8 et 9 : *Subventions-traitements aux enseignements normal, moyen et technique.*

Les subventions-traitements sont accordées aux établissements subventionnés, mais payées directement aux titulaires des classes ou cours agréés (article 29 de la loi du 27 juillet 1955).

Il arrive fréquemment que les titulaires changent et, de ce chef, les paiements ne peuvent plus leur être effectués. Dans ce cas, les intéressés refusent d'encaisser le montant de leurs mandats ou les établissements en reversent les montants encaissés.

En suivant la procédure générale, le montant de tous ces mandats serait reversé au budget des Voies et Moyens et il faudrait grever une deuxième fois le budget du Département. Il en résulterait un gonflement *inutile* des crédits prévus pour les subventions-traitements à payer aux établissements d'enseignement normal, d'enseignement moyen ou d'enseignement technique subventionnés.

Au moyen de ces crédits, alimentés comme prévu, le montant des subsides-traitements dus aux établissements est reversé aux titulaires agréés.

Opérations pour l'exécution des traités de Bruxelles et l'Atlantique-Nord.

QUESTION.

Les articles 910-5 et 938-1 se rapportent à certaines opérations intervenant pour l'exécution des Traités de Bruxelles et de l'Atlantique-Nord, y compris les commandes « off shore ».

Quelles sont les opérations imputables à chacun d'eux ?

Pour quelles raisons le compte 938-1 présente-t-il une situation déficitaire au début et à la fin de l'exercice ?

RÉPONSE.

L'article 910-5 couvre :

- les dépenses afférentes aux travaux communs à réaliser en Belgique dans le cadre des 4^e, 5^e, 6^e et 7^e tranches d'infrastructure OTAN;

ciën in 1951 voorgesteld in de begroting voor Orde een artikel in te lassen waarop, als *ontvangst*, geboekt wordt het bedrag van de hierboven bedoelde assignaties en, als *uitgave*, de weder betaalbaar gestelde weddetoelagen.

Deze procedure heeft een ontlasting tot gevolg van de rekenplichtige der liggende gelden die, wegens het steeds toenemend aantal nog te vereffenen assignaties, overbelast was.

ART. 903-7, 8 en 9 : *Weddetoelagen van het normaal-, middelbaar en technisch onderwijs.*

De weddetoelagen worden verleend aan de gesubsidieerde inrichtingen, doch rechtstreeks uitbetaald aan de titularissen van de erkende klassen en cursussen (art. 29 der wet van 27 Juli 1955).

Het gebeurt vaak dat de titularissen veranderen en dat de betalingen hun daardoor niet meer kunnen gedaan worden. In deze gevallen weigeren de betrokkenen de bedragen hunner mandaten te innen of storten de inrichtingen de geïnde bedragen terug.

Indien de gewone procedure moest gevolgd worden zou het bedrag van al deze mandaten teruggestort worden op de Rijksmiddelenbegroting en zouden de bedragen ervan een tweede maal op de begroting van het Departement moeten uitgetrokken worden. Dergelijke handelwijze zou de kredieten voor de weddetoelagen, uit te keren aan de gesubsidieerde inrichtingen voor normaal-, middelbaar en technisch onderwijs *onnodig* opvoeren.

Door middel van de aldus bekomen kredieten worden de aan de inrichtingen verschuldigde weddetoelagen opnieuw aan de erkende titularissen gestort.

Verrichtingen in verband met de uitvoering van het Verdrag van Brussel en van het Noord-Atlantisch Verdrag.

VRAAG.

De artikelen 910-5 en 938-1 hebben betrekking op zekere verrichtingen in verband met de uitvoering van het Verdrag van Brussel en van het Noord-Atlantisch Verdrag, met inbegrip van de « off shore »-bestellingen.

Welke zijn de op elke van deze rekeningen aanrekenbare verrichtingen ?

Om welke redenen is de toestand van de rekening 938-1 deficitair bij het begin en op het einde van het dienstjaar ?

ANTWOORD.

Artikel 910-5 dekt :

- de uitgaven in verband met de gemeenschappelijke werken te verwezenlijken in België in het raam van de 4^e, 5^e, 6^e en 7^e schijven der NATO-onderbouwwerken;

— les dépenses afférentes aux commandes « off shore ».

Il est alimenté :

— en ce qui concerne l'infrastructure OTAN, d'une part, par les crédits prévus au budget extraordinaire au titre de participation de la Défense Nationale dans lesdits travaux communs et, d'autre part, par les interventions des pays étrangers dans ces mêmes travaux;

— en ce qui concerne les commandes « off shore », par les versements effectués de ce chef, par les U.S.A.

Toutes les recettes en provenance de l'étranger, qu'il s'agisse d'interventions dans les dépenses communes d'infrastructure OTAN ou de versements en rapport avec les commandes « off shore », transitent par l'article 938-1 où elles sont affectées, par priorité, à l'apurement éventuel des avances consenties par le Trésor aux comptes-courants débiteurs en application de la disposition spéciale insérée dans le texte de cet article. Il s'agit, en l'occurrence, d'avances destinées à permettre le virement à l'article 910-5 des montants nécessaires préalablement à l'engagement des dépenses. Cet engagement étant toujours antérieur au versement des interventions étrangères, la situation de l'article en cause est forcément déficitaire tant à la fin qu'au début de l'exercice.

Etat de la liquidation de la Banque d'Emission.

La loi portant liquidation de la Banque d'Emission a été votée le 22 juillet 1952. Les liquidateurs procèdent à cette liquidation selon les prescrits de cette loi.

1. OPÉRATIONS EXÉCUTÉES POUR COMPTE DU TRÉSOR.

Ces opérations comportent :

a) *liquidation des clearings* concernant les pays avec lesquels des accords bilatéraux ont été conclus par le Gouvernement : savoir : la Suisse, la France, la Hollande, la Suède, le Danemark et la Norvège. Les créances admissibles ayant été réglées à l'aide des crédits ouverts au Trésor par les lois budgétaires, l'Etat s'est substitué dans les comptes de la liquidation aux créanciers de ces divers clearings.

Au 31 décembre 1956, l'Etat est créancier de ce chef de fr. 328.549.877,65 (voir détail au tableau annexe n° 1, page 9).

b) *exécution de l'article 14 de la loi du 22 juillet 1952.*

Cet article prévoit le règlement intégral des chèques, accreditifs et comptes-courants.

— de uitgaven in verband met de « off shore »-bestellingen.

Het wordt gestijfd :

— wat de NATO-onderbouwwerken betreft, enerzijds, door de kredieten uitgetrokken op de buitengewone begroting bij wijze van tussenkomst van Landsverdediging in bedoelde gemeenschappelijke werken en, anderzijds, door de tussenkomst van de vreemde landen in diezelfde werken;

— wat de « off-shore »-bestellingen betreft, door de uit dien hoofde door de U.S.A. verrichte stortingen.

Al de uit het buitenland herkomstige ontvangsten, zowel de tussenkomsten in de gemeenschappelijke uitgaven voor NATO-onderbouwwerken als de stortingen in verband met « off shore »-bestellingen, geschieden langs artikel 938-1 om, waar zij, bij voorrang, aangewend worden tot de eventuele aanzuivering van de voorschotten toegestaan door de Schatkist aan de lopende rekeningen met debetsaldo bij toepassing van de in de tekst van dit artikel ingelaste bijzondere bepaling. Het gaat hier om voorschotten, welke de overschrijving op artikel 910-5 moeten toelaten van de vereiste bedragen vóór de vastlegging van de uitgaven. Vermits deze vastlegging de storting van de buitenlandse tussenkomsten steeds voorafgaat, is de toestand van het betrokken artikel onvermijdelijk deficitair zowel op het einde als bij het begin van het dienstjaar.

Stand van de vereffening van de Emissiebank.

De Emissiebank is in vereffening gesteld bij de wet van 22 Juli 1952. De vereffenaars voeren deze vereffening uit overeenkomstig de bepalingen van die wet.

1. VERRICHTINGEN VOOR REKENING VAN DE SCHATKIST.

Deze verrichtingen omvatten :

a) *de vereffening van clearings* betreffende de landen waarmede de Regering bilaterale akkoorden heeft gesloten, te weten : Zwitserland, Frankrijk, Nederland, Zweden, Denemarken en Noorwegen. Aangezien de aanvaardbare schuldvorderingen geregeld zijn met behulp van kredieten die bij de Schatkist zijn geopend krachtens de begrotingswetten, treedt de Staat in de vereffeningrekeningen in de plaats van de schuldeisers van deze clearings.

Op 31 December 1956 was de Staat uit dien hoofde schuldeiser van fr. 328.549.877,65 (zie bijzonderheden in de tabel, bijlage 1, blz. 9).

b) *tenuitvoerlegging van artikel 14 van de wet van 22 Juli 1956.*

Dit artikel bepaalt dat de checks, accreditieven en rekeningen-courant volledig worden betaald.

A la date du 31 décembre 1956, sur un total de 343 créances introduites, 313 ont été admises pour un montant de fr. 52.072.340,35; 26 ont été rejetées et 4 ont fait l'objet d'un désistement de la part du bénéficiaire. L'instruction des créances de l'espèce est à présent terminée; toutefois, pour des raisons indépendantes des liquidateurs, 21 créances pour un montant de fr. 190.724,07 n'ont pu être réglées aux bénéficiaires.

Du chef des opérations auxquelles il a été ainsi procédé l'Etat est créancier de fr. 51.881.616,28.

c) *exécution de l'article 13 de la loi du 22 juillet 1952.*

Cette disposition règle le sort des certificats émis, sous l'occupation, par la Banque d'Emission.

Au 31 décembre 1956, sur un total de 1.760 déclarations introduites et portant sur un montant de 388.500.000 francs, 1.451 déclarations ont été validées pour un montant de 327.403.000 francs, 233 déclarations ont été rejetées pour un montant de 44.099.000 francs, 75 déclarations ont fait l'objet d'un désistement pour 16.228.000 francs.

Le sort d'une créance de l'espèce reste en suspens, le bénéficiaire ayant intenté une action contre la décision de rejet prise par les liquidateurs.

2. OPÉRATIONS EFFECTUÉES POUR COMPTE PROPRE DE LA LIQUIDATION.

a) *Opérations en exécution de l'article 7 de la loi.*

Il s'agit de l'admission au passif des versements effectués à la Banque d'Emission en vue de leur transfert en clearing et dont le dit transfert n'a pu être exécuté en raison des circonstances.

L'Office des Séquestres ayant revendiqué, en vertu des dispositions de la loi sur les séquestres, et en représentation des bénéficiaires allemands, des transferts pour un montant équivalent, les déclarants ont — après accord — été autorisés à céder à l'Office des Séquestres leur créance sur la Banque d'Emission, se libérant ainsi tant vis-à-vis de l'Office que de leurs créanciers allemands.

Au 31 décembre 1956, 531 déclarations de créance pour un montant de 29.000.000 de francs environ avaient été admises entraînant, d'autre part, le rejet ou le retrait de 661 déclarations.

b) *Opérations en exécution de l'article 6 de la loi.*

Cet article prévoit l'admission au passif des transferts par clearing dont la Banque a été avisée avant le 3 septembre 1944, mais dont le règlement est resté en suspens à cette date.

Il a été enregistré 2.280 déclarations portant sur des créances de l'espèce et découlant des clearing allemand, italien, bulgare, roumain, finlandais, pour un montant d'environ 448 millions. Au nombre figuraient plus d'un millier de déclarations se rapportant à des transferts purement financiers qui se trouvent exclus du passif en vertu des dispositions de l'article 9, § 4.

Op 31 December 1956 waren er op een totaal van 343 ingediende schuldvorderingen, 313 aangenomen voor een bedrag van fr. 52.072.340,35; 26 afgewezen terwijl van 4 schuldvorderingen door de betrokkenen werd afgezien; het onderzoek van de schuldvorderingen is thans beëindigd; echter konden, wegens omstandigheden waarvoor de vereffenaars niet verantwoordelijk zijn, 21 schuldvorderingen voor een bedrag van 190.724,07 fr. niet worden vereffend.

Uit hoofde van deze verrichtingen is de Straat schuldeiser geworden voor een bedrag van fr. 51 miljoen 881.616,28.

c) *tenuitvoerlegging van artikel 13 van de wet van 22 Juli 1952.*

Deze bepaling regelt het lot van de certificaten die de Emissiebank gedurende de bezetting heeft uitgegeven.

Op 31 December 1956 waren op een totaal van 1.760 ingediende schuldvorderingen ten belope van 388.500.000 frank, 1.451 aangiften gevalideerd voor een bedrag van 327.403.000 fr., 233 aangiften afgewezen voor een bedrag van 44.099.000 frank, terwijl van 75 aangiften ten belope van 16.228.000 frank werd afgezien.

Een schuldvordering is nog aanhangig, aangezien de begunstigde een rechtsvordering heeft ingesteld tegen de afwijzende beslissing van de vereffenaars.

2. VERRICHTINGEN VOOR EIGEN REKENING.

a) *Verrichtingen ter uitvoering van artikel 7 van de wet.*

Dit artikel bepaalt dat de stortingen die met het oog op een overschrijving in clearing bij de Emissiebank werden gedaan en waarvan de overschrijving ingevolge de omstandigheden niet kon plaats hebben, op het passief worden aanvaard.

Aangezien de Dienst van het Sekwester krachtens de wet op het Sekwester en als vertegenwoordiger van de Duitse schuldeisers, de overschrijving had gevorderd van een even groot bedrag, werden de declaranten — na overeenkomst — gemachtigd hun schuldvordering op de Emissiebank aan de Dienst van het Sekwester af te staan en zich aldus vrij te maken zowel ten opzichte van de Dienst als tegenover hun Duitse schuldeisers.

Op 31 December 1956 waren 531 aangiften van schuldvordering voor een bedrag van ongeveer 29.000.000 frank aangenomen, wat anderzijds de afwijzing of de intrekking meebracht van 661 aangiften.

b) *Verrichtingen ter uitvoering van artikel 6 van de wet.*

Dit artikel voorziet in de aanvaarding op het passief van de clearing-transfers, waarvan de Bank vóór 3 September 1944 werd verwittigd, maar die tot deze datum hangende waren.

Er werden 2.280 aangiften ingediend betreffende soortgelijke schuldvorderingen die voortvloeiden uit de Duitse, Italiaanse, Bulgaarse, Roemeense en Finse clearing, voor een bedrag van ongeveer 448.000.000 frank. Meer dan 1.000 aangiften betreffen zuiver financiële overschrijvingen die van het passief zijn uitgesloten krachtens artikel 9, § 4.

Au 31 décembre 1956, les liquidateurs avaient admis 209 déclarations pour 38.000.000 de francs environ, rejeté 1.595 déclarations et acté 191 désistements.

* * *

SITUATION COMPTABLE DE LA LIQUIDATION.

Cette situation ressort du tableau, *Annexe n° 2*, commenté ci-dessous (voir pages 10 et 11) :

ACTIF.	
<i>Disponible</i> fr.	123.938.763,09
<i>Réalisable</i>	1.164.000.000,—

Il s'agit des certificats délivrés par le Trésor lors de l'échange des francs français et des florins Pays-Bas, en possession de la Banque à la libération.

<i>Paiements effectués pour compte du Trésor</i>	51.881.616,28
--	---------------

Exécution de l'article 14 de la loi.

Il s'agit des montants payés par la liquidation pour compte de l'Etat et dont on trouve contrepartie au passif admis.

<i>Matériel et mobilier</i>	745.856,05
---------------------------------------	------------

PASSIF.

<i>Capital</i>	150.000.000,—
--------------------------	---------------

Il est rappelé que les actionnaires ont intégralement payé les montants souscrits conformément à l'article 17 de la loi.

*Passif admis au 31 décembre 1956**Etat :*

a) <i>Créance de l'Office des Chèques Postaux</i>	1.864.851.589,05
---	------------------

Admise au passif en vertu de l'article 11 de la loi.

b) <i>Exécution des accords bilatéraux</i>	328.549.877,65
--	----------------

L'Etat ayant pris à sa charge le règlement de ces créances se trouve subrogé aux créanciers.

c) <i>Exécution de l'article 14 de la loi</i>	52.072.340,35
---	---------------

créances réglées (voir contrepartie à l'actif) 51.881.616,28
créances à régler 190.724,07

Fr. 2.245.473.807,05

Op 31 December 1956 hadden de vereffenaars 209 aangiften aangenomen voor ongeveer 38 miljoen frank en 1.595 aangiften verworpen, terwijl van 191 aangiften afgezien werd.

* * *

ACTIEF EN PASSIEF VAN DE VEREFFENING.

De stand hiervan blijkt uit de tabel, *Bijlage n° 2*, (blz. 10 en 11) die hieronder nader wordt toegelicht.

ACTIEF.

<i>Beschikbaar</i> fr.	123.938.763,09
<i>Vlottende middelen</i>	1.164.000.000,—

Dit zijn de certificaten die de Schatkist heeft afgeleverd bij de omwisseling van de Franse franken en de Nederlandse gulden, die bij de bevrijding in het bezit van de bank waren.

<i>Betalingen voor rekening van de Schatkist</i>	51.881.616,28
--	---------------

Uitvoering van artikel 14 van de wet.

Het gaat hier over bedragen die de vereffenaars hebben betaald voor rekening van de Staat en waarvan de tegenwaarde is terug te vinden in het aangenomen passief.

<i>Materieel en mobilair</i>	745.856,05
--	------------

PASSIEF.

<i>Kapitaal ;</i>	150.000.000,—
-----------------------------	---------------

Er wordt aan herinnerd dat de aandeelhouders de bedragen waarvoor overeenkomstig artikel 17 van de wet werd ingeschreven, geheel hebben betaald.

Aangenomen passief op 31 December 1956.

Staat :

a) <i>Schuldvordering van het Bestuur der Postchecks</i>	1.864.851.589,05
--	------------------

op het passief aangenomen krachtens artikel 11 van de wet.

b) <i>Uitvoering van de bilaterale akkoorden</i>	328.549.877,65
--	----------------

Aangezien de Staat de betaling van deze schuldvorderingen op zich heeft genomen, treedt hij in de plaats van de schuldeisers.

c) <i>Uitvoering van artikel 14 van de wet</i>	52.072.340,35
--	---------------

betaalde schuldvorderingen (zie de tegenwaarde op het actief) 51.881.616,28
te betalen schuldvorderingen 190.724,07

Fr. 2.245.473.807,05

Autres créances fr. 67.323.399,82

Il s'agit de créances dès à présent, admises en vertu des articles 6 et 7 de la loi. 2.312.797.206,87

De la situation comptable, établie au 31 décembre 1956, il ressort que l'actif total s'élève à environ 1.340 millions de francs, tandis que le passif déjà reconnu au 31 décembre 1956 est de 2.313 millions.

Etant donné l'avancement des travaux de la liquidation, les liquidateurs ont, en date du 15 décembre 1956, proposé à M. le Ministre des Finances de régler, dès à présent, un dividende de 50 p. c. sur les créances déjà admises. Le Ministre des Finances a, par sa lettre du 16 février 1957, marqué son accord sur cette proposition de règlement.

Un certain nombre de règlements ont déjà été effectués par les soins de la Banque Nationale de Belgique.

Les travaux de liquidation se trouvent dans bien des cas, entravés par les difficultés qu'éprouvent les services intéressés à réunir les documents justificatifs prévus à l'article 4, § 1 de la loi.

La liquidation se heurte aux contestations qui accompagnent généralement la fin de toute liquidation. D'autre part, les liquidateurs achèvent la liquidation avec le personnel réduit qui reste à leur disposition et dont l'effectif est de sept personnes.

ANNEXE N° 1.

EVOLUTION DES ACCORDS BILATÉRAUX CONCLUS PAR LE GOUVERNEMENT BELGE AVEC CERTAINS PAYS EN VUE DE LA LIQUIDATION DES OPÉRATIONS DE CLEARING RESTÉES EN SUSPENS AU 2 SEPTEMBRE 1944.

Situation au 31 décembre 1956.

Andere schuldvorderingen . fr. 67.323.399,82

Het gaat om schuldvorderingen die reeds aangenomen zijn krachtens de artikelen 6 en 7 van de wet. 2.312.797.206,87

Ut de stand van het actief en het passief op 31 December 1956 blijkt dat het actief in totaal ongeveer 1.340 miljoen frank beloopt, terwijl het reeds erkende passief op 31 December 1956 2.313 miljoen frank bedraagt.

Daar de vereffeningswerkzaamheden ver zijn gevorderd, hebben de vereffenaars op 15 December 1956 aan de Minister van Financiën voorgesteld nu reeds een dividend van 50 pct. te betalen op de reeds aangenomen schuldvorderingen. De Minister van Financiën heeft met dit voorstel zijn instemming betuigd bij schrijven van 16 Februari 1957.

De Nationale Bank van België heeft reeds een aantal betalingen verricht.

De vereffeningswerkzaamheden worden dikwijls gehinderd doordat de diensten de in artikel 4, § 1, van de wet bedoelde verantwoordingsstukken moeilijk kunnen verzamelen.

De vereffening stuit op betwistingen die gewoonlijk aan het einde van elke vereffening opduiken. Aan de andere kant wordt zij afgewikkeld met een beperkt personeel, dat nog ter beschikking van de vereffenaars blijft, en dat nog 7 personen omvat.

BIJLAGE N° 1.

VERLOOP VAN DE BILATERALE AKKOORDEN TUSSEN DE BELGISCHE REGERING EN SOMMIGE LANDEN, TER VEREFFENING VAN DE OP 2 SEPTEMBER 1944 HANGENDE CLEARINGVERRICHTINGEN.

Stand op 31 December 1956.

PAYS — LAND	Dates de mise en application des accords Datum waarop het akkoord in werking trad	Crédits mis à la disposition de la Trésorerie Kredieten die ter beschikking van de Thesaurie werden gesteld	Paiements effectués au 31-12-1956 Op 31-12-1956 verrichte betalingen	Reste à liquider au 31-12-1956 Nog te betalen op 31-12-1956
SUISSE. — ZWITSERLAND :				
créances nouvelles — <i>nieuwe schuldvorderingen</i>	30-11-1946	24.875.931,10	24.586.403,65	104.008,19
créances anciennes — <i>oude schuldvorderingen</i>	30-11-1946	8.252,70	6.702,70	1.549,85
FRANCE. — FRANKRIJK :				
créances nouvelles — <i>nieuwe schuldvorderingen</i>	9- 4-1947	170.000.000,—	143.937.191,51	3.718.929,16
HOLLANDE. — NEDERLAND	28- 5-1949	143.000.000,—	107.909.037,06	4.120.044,14
SUEDE. — ZWEDEN :				
créances nouvelles — <i>nieuwe schuldvorderingen</i>	25- 3-1947	3.480.864,05	3.474.917,75	5.978,15
créances anciennes — <i>oude schuldvorderingen</i>	25- 3-1947	1.274.889,10	1.255.603,70	19.285,40
DANEMARK. — DENEMARKEN . . .	31-10-1947	7.426.667,45	6.840.566,30	4.527,10
NORVEGE. — NORWEGEN.	5- 6-1952	4.121.413,35	1.482.416,55	—
		354.188.017,75	289.492.839,22	7.974.321,99
Règlement du solde des comptes des instituts étrangers (créances anciennes). — <i>Regeling van het saldo van de rekeningen der buitenlandse instituten (oude schuldvorderingen)</i> .			39.057.038,43	
			328.549.877,65	

BANQUE D'EMISSION
(en liquidation)

ANNEXE N° 2.

SITUATION AU 31 DECEMBRE 1956.

ACTIF — ACTIEF

DISPONIBLE. — BESCHIKBAAR fr.	123.938.763,09
Banque Nationale de Belgique. — <i>Nationale Bank van België</i> . . . fr.	32.504.005,79
Compte Chèques Postaux. — <i>Postcheckrekening</i>	88.414.311,95
Caisse spéciale. — <i>Bijzondere kas</i>	2.000.000,—
Or et devises. — <i>Goud en deviezen</i>	1.020.445,35
RÉALISABLE. — VLOTTENDE MIDDELEN	1.164.000.000,—
Certificats. — <i>Certificaten</i> .	
DIVERS. — DIVERSEN	52.627.472,33
Trésor public. — <i>Openbare Schatkist</i>	51.881.616,28
Mobilier, matériel, etc. — <i>Mobilair, materieel, enz.</i>	745.856,05
EXCÉDENT DU PASSIF SUR L'ACTIF (voir annexes). — EXCEDENT VAN HET PASSIEF OP HET ACTIEF (zie bijlagen)	3.231.774.005,28
Fr.	4.572.340.240,70

BIJLAGE N^o 2.EMISSIEBANK
(in vereffening)

STAND OP 31 DECEMBER 1956.

PASSIF — PASSIEF

CAPITAL. — KAPITAAL fr.	150.000.000,—
PASSIF RECONNU. — ERKEND PASSIEF	2.312.797.206,87
Créances admises article 14. — <i>Aangenomen schuldvorderingen</i> <i>artikel 14</i> fr.	190.724,07
Autres créances. — <i>Andere schuldvorderingen</i>	<u>2.312.606.482,80</u>
PASSIF A EXAMINER. — TE ONDERZOEKEN PASSIEF	2.109.543.033,83
Fr.	<u>4.572.340.240,70</u>

**Liquidation des organismes
et services déclarés nuls
par l'arrêté-loi du 5 mai 1944.**

I. — GÉNÉRALITÉS.

Activité du Comité au cours du deuxième semestre 1956.

Le Comité a tenu 20 séances et a statué sur 638 déclarations de créance :

- 376 déclarations ont été admises à concurrence de 12.324.854 francs;
- 262 déclarations ont été rejetées ou ont fait l'objet de désistements.

Etat d'avancement des travaux du Comité.

L'activité dont il est rendu compte ci-dessous s'est développée du 1^{er} janvier 1952 au 31 décembre 1956.

A la date du 31 décembre 1956, sur un total de 19.612 déclarations régulièrement introduites, le Comité a — depuis son institution — statué sur 12.062 demandes :

- 8.233 déclarations ont été admises à concurrence de 189.874.529 francs;
- 3.829 déclarations ont été rejetées ou ont fait l'objet de désistements.

Recours devant le Conseil d'Etat.

A la date du 31 décembre 1956, 27 décisions du Comité avaient fait l'objet d'un recours devant le Conseil d'Etat.

Il a été statué sur 22 recours.

Dans 20 cas, les recours ont été rejetés, dont un déclaré sans objet.

Un recours a donné lieu à annulation de la décision du Comité.

Un recours a donné lieu à une annulation partielle.

* * *

II. — ORGANISMES ET FONDS LIQUIDES.

- Groupement Professionnel des Carrières;
- Groupement Professionnel de l'Industrie céramique;
- Groupement Professionnel de la Terre cuite;
- Groupement Professionnel des Fabrications métalliques;
- Groupement Professionnel du Diamant;
- Groupement Professionnel du Gaz;
- Groupement Professionnel du Tourisme;
- Groupement Professionnel des Déchets et Matières de Récupération;
- Groupement Professionnel du Fer et de l'Acier;
- Groupement Principal du Bois;

**Vereffening van de organismen
en diensten nietig verklaard
door de besluitwet van 5 Mei 1944.**

I. — ALGEMEENHEDEN.

Activiteit van het Comité in de loop van het tweede semester 1956.

Het Comité heeft 20 zittingen gehouden en uitspraak gedaan over 638 aangiften van schuldverdering :

- 376 aangiften werden aangenomen ten belope van 12.324.854 frank;
- 262 aangiften werden verworpen of hebben het voorwerp uitgemaakt van afstanden.

Stand der werkzaamheden van het Comité.

De bedrijvigheid, waarover hierna verslag wordt uitgebracht, werd ontplooid vanaf 1 Januari 1952 tot 31 December 1956.

Op datum van 31 December 1956 heeft het Comité, sedert zijn oprichting, op een totaal van 19.612 regelmatig ingediende aangiften, uitspraak gedaan over 12.062 eisen :

- 8.233 aangiften werden aanvaard ten belope van 189.874.529 frank;
- 3.829 aangiften werden afgewezen of hebben het voorwerp uitgemaakt van afstanden.

Beroep voor de Raad van State.

Op datum van 31 December 1956 hadden 27 beslissingen van het Comité het voorwerp uitgemaakt van één beroep voor de Raad van State.

Er werd uitspraak gedaan over 22 gevallen.

In 20 gevallen werd het beroep afgewezen, waaronder één zonder voorwerp werd verklaard.

Eén beroep gaf aanleiding tot nietigverklaring van de beslissing van het Comité.

Eén beroep gaf aanleiding tot gedeeltelijke nietigverklaring.

* * *

II. — VEREFFENDE ORGANISMEN EN FONDSSEN.

- Bedrijfsgroepering Groeven;
- Bedrijfsgroepering Keramische Nijverheid;
- Bedrijfsgroepering Kleinijverheid;
- Bedrijfsgroepering Metaalverwerkende Nijverheid;
- Bedrijfsgroepering Diamant;
- Bedrijfsgroepering Gas;
- Bedrijfsgroepering Toerisme;
- Bedrijfsgroepering Oude Goederen en Afvalgoederen;
- Bedrijfsgroepering IJzer- en Staalvoortbrengende Nijverheid;
- Hoofdgroepering Hout;

Groupement Principal des Intermédiaires;	Hoofdgroepering Tussenhandel;
Groupement Principal de l'Energie;	Hoofdgroepering Energie;
Groupement Principal de l'Industrie charbonnière;	Hoofdgroepering Steenkoolnijverheid;
Groupement Principal de l'Industrie du Cuir;	Hoofdgroepering Ledernijverheid;
Groupement Principal de l'Industrie de la Construction;	Hoofdgroepering Bouwbedrijven;
Groupement Principal de l'Industrie du Verre;	Hoofdgroepering Glasnijverheid;
Groupement Principal des Industries chimiques;	Hoofdgroepering Chemische Nijverheid;
Groupement Principal de l'Industrie textile;	Hoofdgroepering Textielnijverheid;
Groupement Principal du Commerce de détail;	Hoofdgroepering Kleinhandel;
Groupement Principal du Papier;	Hoofdgroepering Papier;
Bureau du Diamant;	Diamantbureau;
Fonds de Compensation de l'Industrie du Cuir;	Compensatiefonds Ledernijverheid;
Fonds de Compensation de l'Industrie du Caoutchouc;	Compensatiefonds Caoutchoucnijverheid;
Fonds de Compensation de Cuirs et Peaux brutes;	Compensatiefonds Leder en Ruwe Vellen;
Caisse de Compensation pour l'Industrie de Sulfate d'ammoniaque;	Compensatiekas voor de Nijverheid van Zwavelzure Ammonium;
Caisse de Compensation des Bois de Mines;	Compensatiekas Mijnhout;
Caisse de Compensation de l'Industrie des Couleurs et Vernis;	Compensatiekas voor de Nijverheid van Verven en Vernissen;
Office central du Diamant;	Diamantcentrale;
Office central des Pierre et Terre;	Centrale voor Aarde en Steen;
Office central du Pétrole et du Goudron;	Centrale voor Petroleum- en Teerproducten;
Office central des Déchets et Matières de Récupération;	Centrale Oude Goederen en Afvalgoederen;
Office central du Papier;	Papiercentrale;
Office central des Produits métalliques;	Centrale voor Metaalproducten;
Office central des Métaux non ferreux;	Centrale voor Non-Ferrometalen;
Office central du Charbon;	Kolencentrale;
Office central du Bois;	Houtcentrale;
Office central du Tabac;	Tabakcentrale;
Caisse de Péréquation pour l'Industrie et le Commerce de Charbon;	Perekwatiekas voor de Steenkolenlijverheid -en-handel;
Caisse de Péréquation pour l'Industrie de Savons;	Perekwatiekas voor de Zeepnijverheid;
Caisse de Péréquation des Prix;	Perekwatiekas voor de Prijzen;
Commission de Contrôle linguistique;	Taalcommissie;
Gilde du Livre;	Boekengilde;
Fonds des Importateurs de Charbons hollandais;	Fonds van de Invoerders van Hollandse Kolen;
Office des Travaux de l'Armée démobilisée;	Dienst der Werken van het Gedemobiliseerde Leger;
Grandes Agglomérations;	Grote Agglomeraties;
Commission consultative temporaire de l'Enseignement;	Tijdelijke Commissie voor Advies in Onderwijs-aangelegenheden;
Fonds spéciaux de la C.N.A.A. :	Bijzondere Fondsen van de N.L.V.C. :
1 ^o Pêcheurs de harengs;	1 ^o Haringvisserij;
2 ^o Expertise et Echantillonnage de Tabac;	2 ^o Staalneming en Keuring Tabak;
3 ^o Industrie de la Confiture;	3 ^o Confituurnijverheid;
4 ^o Egalisation Miel;	4 ^o Egalisatie Honig;
5 ^o Assurances Colza;	5 ^o Verzekeringen Koolzaad;
6 ^o Usines de stérilisation;	6 ^o Sterilisatiefabrieken;
7 ^o Cossettes de betteraves;	7 ^o Bietbonen;
8 ^o Compensation margarinière;	8 ^o Compensatie Margarine;
9 ^o Egalisation Œufs;	9 ^o Egalisatie Eieren;
10 ^o Bénéfices bloqués harengs salés;	10 ^o Fonds Geblokkeerde winsten ingezouten haring;

Office national des Sociétés agricoles (O.N.S.A.);
 Conseils culturels;
 Secrétariat du Commerce;
 Commissariat général à l'Education physique et
 aux Sports;
 Ordre des Experts-comptables;
 Service des Volontaires du Travail.

**

III. — ORGANISMES ET FONDS EN COURS D'EXAMEN.

1. Groupe de la C.N.A.A.

Sur un total de 13.215 déclarations, 5.557 restent à examiner.

Pour des raisons de connexité, le Comité a groupé avec les déclarations qui visent plus spécialement la C.N.A.A., celles qui visent les Services de contrôle, les Juridictions administratives et le Commissariat aux Prix et aux Salaires.

Par ailleurs, la C.N.A.A. contrôlait 23 Fonds spéciaux d'Egalisation, de Compensation ou de Péréquation, créés sous l'occupation, et dont la liquidation doit être poursuivie individuellement, en tenant compte de la réglementation qui a visé spécialement chacun de ces fonds.

2. Groupe des Organismes ayant fonctionné, pendant la guerre, sous l'autorité du Ministère des Affaires Economiques.

Sur un total de 3.475 déclarations, 1.516 restent à examiner. Ce chiffre se décompose comme suit :

a) Caisses de Compensation :

Industrie charbonnière	4 déclarations
Industrie textile	200 déclarations
Terre cuite	548 déclarations
Chaussures	181 déclarations
Commerce de gros en Charbon	5 déclarations

b) Groupements principaux :

Assurances	5 déclarations
Transport	58 déclarations
Commerce de gros	2 déclarations
Artisanat	1 déclaration
Guilde du film	1 déclaration

c) Offices centraux :

Textiles	69 déclarations
Cuir	1 déclaration
Corps gras industriels	1 déclaration
Produits chimiques	1 déclaration
Fer et Acier	4 déclarations

Rijksdienst voor Landbouwvennootschappen (R.D.L.);
 Cultuurraden;
 Handelssecretariaat;
 Commissariaat-Generaal voor de Lichamelijke Opvoeding en de Sport;
 Orde der Accountants;
 Vrijwillige Arbeidsdienst.

**

III. — ORGANISMEN EN FONDS EN WAARVAN HET ONDERZOEK AAN DE GANG IS.

1^o Groep van de N.L.V.C.

Op een totaal van 13.215 aangiften blijven er 5.557 te onderzoeken.

Wegens redenen van samenhang heeft het Comité met de aangiften die meer in het bijzonder de N.L.V.C. aanbelangen, degene gegroepeerd die de Contrôlediensten, de Administratieve Rechtsmachten en het Commissariaat voor Prijzen en Lonen op het oog hebben.

Bovendien controleerde de N.L.V.C. 23 Bijzondere Fondsen van Egalisatie, Compensatie of Perekwatie, opgericht tijdens de bezetting en waarvan de vereffening individueel moet vervolgd worden, rekening houdend met de reglementering die ieder van deze Fondsen bijzonder op het oog heeft.

2^o Groep van de Organismen die gedurende de oorlog onder het gezag van het Ministerie van Economische Zaken gefunctionneerd hebben.

Op een totaal van 3.475 aangiften, blijven er 1.516 te onderzoeken. Dit getal wordt als volgt onderverdeeld :

a) Compensatiekassen :

Kolennijverheid	4 aangiften
Textielnijverheid	200 aangiften
Klei	548 aangiften
Schoenen	181 aangiften
Kolengroothandel	5 aangiften

b) Hoofdgroeperingen :

Verzekeringen	5 aangiften
Vervoer	58 aangiften
Groothandel	2 aangiften
Ambachtswezen	1 aangift
Filmgilde	1 aangift

c) Centrales :

Textielwaren	69 aangiften
Leder	1 aangift
Industriële vetstoffen	1 aangift
Chemische producten	1 aangift
IJzer en Staal	4 aangiften

d) *Caisses de péréquation :*

Textiles	113 déclarations
Tabac	322 déclarations

3. *Autres organismes à liquider.*

Le total des autres déclarations, qui doivent encore être examinées, est de 477 sur 2.922. Ce chiffre se décompose comme suit :

Secours d'Hiver	75 déclarations
Ordre des Médecins	21 déclarations
Ordre des Pharmaciens	4 déclarations
Office National du Travail	24 déclarations
6 organismes divers	26 déclarations

En outre, le Comité reste saisi de 327 déclarations, visant d'autres organismes que ceux dont la liquidation lui est confiée; à défaut de désistement des intéressés, le Comité est tenu de les convoquer.

* *

Les indications données ci-dessous font apparaître qu'à la date du 31 décembre 1956, le Comité de Liquidation restait en présence de 7.550 déclarations à examiner, après en avoir jugé 12.062.

Fonds spécial destiné au paiement de la rémunération et des frais des organes de contrôle de l'Etat auprès des institutions d'intérêt public soumises aux lois des 10 juin 1937 et 16 mars 1954 ainsi qu'auprès de tous autres organismes parastataux.

ART. 961-1, 964-1, 965-1, 966-1, 967-1, 968-1, 969-1.

QUESTION.

La Commission des Finances du Sénat désire savoir pour quelles raisons ces fonds sont portés au budget pour Ordre.

RÉPONSE.

Lorsque s'est posée en 1937 la question de la rémunération des commissaires ou délégués de l'Etat ou de la Colonie auprès des institutions d'intérêt public (loi du 10 juin 1937), le Gouvernement a voulu éviter que les institutions contrôlées fixent elles-mêmes le montant de la rémunération des organes de contrôle. De même a-t-il estimé préférable que le paiement de ces rémunérations soit effectué directement par le Trésor public, afin de permettre au Ministre ayant désigné les commissaires ou délégués de contrôler l'octroi de ces indemnités.

d) *Perekwatiekassen :*

Textielwaren	113 aangiften
Tabak	322 aangiften

3° *Andere te vereffenen organismen.*

Het totaal van de andere aangiften die nog moeten onderzocht worden bedraagt 477 op 2.922. Dit getal wordt als volgt onderverdeeld :

Winterhulp	75 aangiften
Orde der Geneesheren	21 aangiften
Orde der Apothekers	4 aangiften
Rijksdienst voor Arbeidsbemiddeling	24 aangiften
6 verscheidene organismen	26 aangiften

Bovendien blijven bij het Comité 327 aangiften aanhangig die andere organismen op het oog hebben dan die waarvan de vereffening aan het Comité werd toevertrouwd; bij gebreke van afstand door de betrokkenen is het Comité verplicht hen op te roepen.

* *

De hiervoren gegeven aanduidingen laten uitschijnen dat op datum van 31 December 1956 het Vereffeningcomité nog 7.550 aangiften moest onderzoeken, na over 12.062 beslist te hebben.

Speciaal fonds bestemd tot het uitkeren van de bezoldiging en de onkosten van de controle-organen van de Staat bij de instellingen van openbaar nut onderworpen aan de wetten van 10 Juni 1937 en 16 Maart 1954, alsmede bij alle andere parastatale instellingen.

ART. 961-1, 964-1, 965-1, 966-1, 967-1, 968-1, 969-1.

VRAAG.

De Commissie van Financiën van de Senaat wenst de reden te kennen van de inschrijving dezer fondsen in de begroting voor orde.

ANTWOORD.

Wanneer in 1937 het vraagstuk gesteld werd van de bezoldiging der commissarissen of afgevaardigden van de Staat of van de Kolonie bij de instellingen van openbaar nut (wet van 10 Juni 1937) heeft de Regering willen vermijden dat de gecontroleerde instellingen zelf het bedrag van de bezoldiging der controleorganen zouden vaststellen. Zij verkoos bovendien de rechtstreekse uitbetaling van deze bezoldigingen door de Schatkist ten einde het de Minister, die de commissarissen of afgevaardigden had aangesteld, mogelijk te maken de toekenning van deze vergoedingen te controleren.

Initialement les institutions contrôlées étaient tenues de verser à un compte de chèques postaux spécial, créé par le Département, la contrevaletur des rémunérations accordées aux délégués du pouvoir central (circulaire du Ministère des Finances du 3 décembre 1937).

Comme il s'agit en réalité de deniers publics, il était nécessaire, au sens de la loi, de faire apparaître ces fonds dans les documents budgétaires et les comptes. A cet effet, le Ministre du Budget transmit par circulaire du 21 novembre 1947 à tous ses collègues l'avis de la création au budget pour l'Ordre de 1948 d'un article nouveau intitulé : « Fonds spécial destiné au paiement de la rémunération des commissaires ou délégués de l'Etat auprès de certains organismes parastataux ». Le libellé actuel précise la portée de cet article.

Opérations effectuées pour compte de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines au profit d'autres administrations.

ART. 834.

QUESTION.

En 1955, l'administration a répondu au rapporteur « cet article disparaîtra au cours de l'année 1955 ».

Il a néanmoins été maintenu en 1956 et est encore prévu pour 1957, mais le montant des opérations a été sensiblement réduit.

Quelles sont les raisons qui motivent le maintien de ce poste ?

RÉPONSE.

La réponse faite en 1955 était incomplète.

Cette lacune est imputable à une confusion née lors de la mise en route de la nouvelle présentation du budget pour l'Ordre.

En effet, l'article 834 du budget pour l'Ordre (nouveau système) provient de la fusion des articles 705-21 et 705-24, lesquels avaient respectivement pour objet : les recettes faites pour compte de l'Administration des Contributions directes — impôts à la source et, d'autre part, les acomptes en matière de taxes assimilées au timbre acquittées sur relevé annuel, au moyen de timbres adhésifs.

Dans la réponse faite en 1955, on a oublié de tenir compte des impôts perçus à la source pour compte de l'Administration des Contributions directes inscrits sous l'ancien article 705-21.

Aanvankelijk waren de gecontroleerde instellingen gehouden de tegenwaarde van de bezoldigingen der afgevaardigden van de centrale macht op een door het betrokken Departement geopende speciale postcheckrekening te storten (rondschrijven van Financiën dd. 3 December 1937).

Aangezien het echter in feite gaat om openbare gelden, was het wettelijk noodzakelijk deze fondsen in de begrotingsdocumenten en in de rekeningen te doen voorkomen. Te dien einde gaf de Minister van Begroting, bij rondschrijven van 21 November 1947 aan zijn collega's de wenk in de begroting voor l'Orde van 1948 een nieuw artikel, in te schrijven, luidende : « Speciaal fonds bestemd tot het uitkeren van de bezoldiging der commissarissen of afgevaardigden van de Staat bij zekere parastatale instellingen ». De huidige tekst omschrijft nader de draagwijdte van dit artikel.

Verrichtingen voor rekening van het Bestuur der Registratie en Domeinen gedaan ten behoeve van andere besturen.

ART. 834.

VRAAG.

In 1955 kreeg de verslaggever ten antwoord van de administratie : « dit artikel zal in de loop van het jaar 1955 verdwijnen ».

Niettemin werd het in 1956 gehandhaafd en komt het nog voor op de begroting 1957, doch het bedrag der verrichtingen is aanzienlijk verminderd.

Om welke redenen wordt deze post gehandhaafd ?

ANTWOORD.

Het antwoord dat in 1955 gegeven werd, was onvolledig.

Deze leemte is te wijten aan een verwarring ontstaan bij de invoering van de nieuwe voorstelling der begroting voor l'Orde.

Inderdaad, artikel 834 van de begroting voor l'Orde (nieuw stelsel) spruit uit de versmelting der artikelen 705-21 en 705-24, welke respectievelijk als voorwerp hadden : de ontvangsten gedaan voor rekening van het Bestuur der Directe Belastingen — aan de bron geïnde belastingen en, anderzijds, afbetalingen in zake met het zegel gelijkgestelde taxes die op jaarlijkse opgaven bij middel van plakzegels gekweten werden.

In het in 1955 gegeven antwoord werd nagelaten rekening te houden met de voor rekening van het Bestuur der Directe Belastingen aan de bron geïnde belastingen, ingeschreven onder het oud artikel 705-21.

Comme il y a toujours des impôts à percevoir à la source sur les salaires des ouvriers des Domaines, des nettoyeuses, etc., l'article 834 du budget pour Orde doit être maintenu pour ces impôts.

Quant aux recettes anciennement inscrites sous l'article 705-24, elles ont effectivement disparu du budget pour Orde, ainsi qu'il a été annoncé dans la réponse faite en 1955. Elles figurent actuellement au budget des Voies et Moyens.

* * *

Le projet de loi a été adopté par 7 voix contre 5.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité.

Le Rapporteur,
A. DOUTREPONT.

Le Président,
P. DE SMET.

Aangezien er nog steeds aan de bron te innen belastingen bestaan op de lonen van de werklieden van de Domeinen, de schoonmaaksters, enz., moet artikel 834 van de begroting voor Orde blijven bestaan voor deze belastingen.

Wat betreft de ontvangsten die vroeger onder artikel 705-24 ingeschreven werden, deze zijn werkelijk uit de begroting voor Orde verdwenen, zoals aangekondigd werd in het in 1955 gegeven antwoord. Zij komen thans voor in de Rijksmiddelenbegroting.

* * *

Het wetsontwerp is met 7 tegen 5 stemmen aangenomen.

Dit verslag is met algemene stemmen goedgekeurd.

De Verslaggever,
A. DOUTREPONT.

De Voorzitter,
P. DE SMET.